**Entretien *O Globo* (Brésil) 16-04-2016**

**1/** *Dans le livre, vous affirmez que le néolibéralisme est non seulement une idéologie ou une politique économique, mais une rationalité politique ou, comme dirait Foucault, une gouvernementalité, basée sur la concurrence. Comment cette rationalité est présente dans la vie des personnes, des gouvernements et des entreprises aujourd'hui?*

**Christian Laval** : Nous parlons de « rationalité » ou de « logique » pour désigner un ensemble de normes qui façonnent de l’intérieur les pratiques, qui pénètrent l’intimité des personnes, qui orientent les conduites des gens comme les politiques qui sont menées à l’échelle nationale ou internationale. Le néolibéralisme a ceci de particulier que les normes qu’il fait fonctionner s’appliquent à des échelles très différentes. Cette logique normative suppose la construction, à des niveaux différents, de situations de concurrence qui s’impose aux individus, aux activités économiques et sociales, aux Etats. Cette mise en concurrence oblige tous ceux qui y sont soumis à s’adapter et à se transformer pour « gagner » ou du moins pour ne pas perdre. Parmi tous les signes qui montrent que cette rationalité néolibérale progresse, il y a l’extension, dans le langage courant ou dans la culture, du lexique de l’entreprise et de la gestion. On doit vivre sa vie comme s’il s’agissait de développer une « entreprise de soi », ou comme s’il fallait « accumuler un capital humain ». Quant aux principes auxquels obéit la politique, on observe presque partout que la construction des règles de la mondialisation a modifié la hiérarchie des principes et des objectifs des gouvernements et des partis : la compétitivité économique tend à remplacer les objectifs de justice sociale et d’intégration culturelle.

**2/** *Ce mode de gouvernance de la société ne fonctionnerait pas sans l'adhésion des individus. Pourquoi les individus prennent pour eux-mêmes cette rationalité? Et pourquoi est-il si difficile de critiquer cette rationalité?*

**Pierre Dardot** : ce mode de gouvernement s’impose sans pour autant être fondé sur le consentement actif ou l’adhésion des individus. Il ne requiert pas une adhésion à une doctrine ou à un corps d’idées, il ne relève pas principalement d’une influence qui s’exercerait sur le plan intellectuel. Il s’exerce avant tout sur le terrain des pratiques, il constitue ce que Foucault appelle une « logique des pratiques » qui ne procède pas du projet d’une conscience et qui n’opère pas par attraction idéologique. C’est d’ailleurs ce qui a en grande partie fait son succès. En effet, si l’on en reste à l’idéologie, comment expliquer que des individus qui ne souscrivent pas à la réduction de l’homme à un calculateur cherchant à maximiser son intérêt en viennent pourtant à conformer leur conduite aux normes de la performance et de la rentabilité ? Car c’est bien la question que nous devons nous poser, celle de l’effet produit par des normes de conduite indépendamment de l’adhésion des acteurs à ces normes, celle de la productivité des normes à partir de la pratique elle-même, c’est-à-dire de ce font les hommes, et non à partir de ce qu’ils pensent ou se représentent. La logique néolibérale œuvre à la construction de situations de concurrence dans lesquelles les individus peuvent être amenés à se conduire conformément aux normes sans adhérer aux normes.

**3/** *En général, la hausse mondiale du néo-libéralisme est identifié avec l'arrivée au pouvoir de Reagan aux Etats-Unis et Thatcher en Angleterre. Cependant, vous montrer que l'histoire est beaucoup plus ancienne et remonte à la crise du libéralisme dans les années 1930. Quels sont les problèmes que les penseurs du néolibéralisme voulaient résoudre à ce moment-là?*

**Christian Laval** : C’est une erreur de dater la naissance du néolibéralisme aux victoires électorales dont vous parlez. Cette erreur est liée à la confusion fréquente sur la nature du néolibéralisme, que l’on assimile à un « retour du libéralisme du XVIIIe siècle» que l’on assimile lui-même à un ultra-libéralisme. La crise de 1929 a accéléré, comme nous le montrons, la crise du pur « laissez faire ». Un ensemble assez disparate d’économistes, de philosophes, de sociologues européens et nord-américains réunissent alors leurs efforts pour opérer une refondation intellectuelle du libéralisme, que l’on va vite appeler le « néolibéralisme ». Il faudra cependant attendre le lendemain de la Seconde guerre mondiale pour que ce courant se dote des moyens d’influence politique et de diffusion de leurs idées. Ces néolibéraux, pour aller vite, se battent sur deux fronts : contre tous les courants politiques ou économiques qui veulent mettre en question la liberté économique et la libre concurrence sans lesquelles selon eux le capitalisme ne peut pas prospérer. Keynes sera évidemment leur adversaire principal. Mais ils empruntent aussi à leurs adversaires des instruments jkuridico-politiques qui seront d’une redoutable efficacité à partir des annéées 70. En un mot, contre le vieux naturalisme libéral du XVIIIe siècle, ils vont s’atteler à la construction d’un ensemble de règles, d’institutions et de constitutions nécessaires au fonctionnement de la concurrence. Le marché cesse d’être « naturel », il devient « institutionnel ». L’Union européenne en est une bonne illustration.

**4/** *En dépit de sa formulation ont commencé dans les années 1930, le néolibéralisme a construit son hégémonie dans les années 1970 et 1980. Qu'est-ce qui explique cette distance? Quelles sont les conditions qui ont permis le néolibéralisme se développer dans la seconde moitié du XXe siècle?*

**Christian Laval** : L’hégémonie néolibérale ne s’est pas imposée en une seule fois. Il faudrait d’ailleurs plutôt parler de « stratégie néolibérale » qui a eu pour effet une progressive néolibéralisation des sociétés. Cette stratégie s’est peu à peu élaborée, à partir d’éléments disparates et à des occasions diverses (conflits, crises, victoires électorales, coups d’État, etc). Elle s’est construite en réponse à des revendications sociales, à des aspirations démocratiques, à l’apparition de formes culturelles nouvelles qui avaient contribué, dès les années 60, à dérégler l’accumulation du capital et plus généralement, à déranger et à contester les manières de gouverner la société. Pour être plus précis, parler de stratégie néolibérale c’est désigner l’affrontement que les oligarchies au pouvoir ont conduit contre les classes populaires organisées et contre les formes de participation démocratique qui s’étaient développées après 1968. Ceci s’est déroulé de manières différentes selon les pays : de façon violente et directe ou de manière plus lente ; plus détournée et plus *soft*, notamment en prenant appui sur les contestations des autorités traditionnelles et des pouvoirs bureaucratiques. Le néolibéralisme est donc une réaction qui s’est progressivement coordonnée, internationalisée, systématisée au point de devenir finalement un projet universel et un système politico-économique suffisamment puissant pour empêcher les alternatives et neutraliser les oppositions.

**5/** *On a beaucoup parlé de la fin supposée du néolibéralisme après le début de la crise mondiale en 2008. Toutefois, ce qui a été observé est l'approfondissement sous forme de programmes d'austérité, le démantèlement de ce qui reste de l'aide sociale de l'État et le retrait des droits des travailleurs. Alors comment la crise du néolibéralisme pourrait-elle renforcer le néolibéralisme?*

**Pierre Dardot** : C’est précisément là qu’est le paradoxe. Joseph Stiglitz avait en effet imprudemment parlé en 2008 de la « mort du néolibéralisme ». Or nous avons assisté à un renforcement du néolibéralisme. On ne peut le comprendre que si l’on comprend que l’on a affaire à un système politico-institutionnel, avec ses propres normes de fonctionnement, et non simplement à une politique économique ou à une idéologie. Le discrédit qui frappe aujourd’hui le dogme néolibéral n’empêche pas le système de continuer à fonctionner, justement parce qu’il se nourrit de la crise au point de se renforcer dans la crise et par la crise. On touche là à un point essentiel : la crise n’est plus vécue comme une rupture soudaine obligeant à une réorientation (comme en 1929), elle tend à se perpétuer parce qu’elle est devenue elle-même un véritable mode de gouvernement. Les institutions du néolibéralisme n’ont bien sûr pas voulu la crise, mais elles l’ont instrumentalisé lorsqu’elle est apparue pour mieux imposer des politiques encore plus austéritaires et ce faisant, elles préparent de nouvelles crises financières. Le traitement réservé à la Grèce est à cet égard suffisamment éloquent.

**6/** *Relativement à la question précédente, nous pouvons dire que nous vivons aujourd'hui dans une crise du néolibéralisme comme un moyen de gouvernance de la société? Les révoltes qui ont émergé dans le monde au cours des dernières années (le Printemps Arabe, Occupy Wall Street, Movimiento 15-M) sont des symptômes de cette crise?*

**Pierre Dardot** : Incontestablement la crise de 2008, qui n’est pas simplement une crise financière ou économique, a pris la dimension d’une crise ouverte du néolibéralisme comme mode de gouvernement des sociétés. L’émergence en 2011 des mouvements que vous évoquez a manifesté au grand jour la profondeur de cette crise. Mais ils sont bien davantage que des symptômes, ils expriment à une très large échelle le refus des politiques d’austérité dictées par le néolibéralisme. Cependant, ils ne situent pas tous sur le même plan. Le Printemps arabe a fait lever un formidable espoir, celui d’en finir avec des régimes corrompus et d’instaurer la démocratie, et cet espoir, pour avoir été le plus souvent déçu, couve encore sous les baillons de la répression policière. Le mouvement d’occupation des places a une autre signification, plus directement liée selon nous à la crise du néolibéralisme. En effet, il a porté sous des formes diverses une exigence de « démocratie réelle » qui va bien au-delà de celle d’un meilleur fonctionnement de la démocratie représentative, il noue l’exigence d’une participation directe aux délibérations et décisions à la préservation des espaces urbains contre toute forme d’appropriation. C’est précisément ce que nous entendons par le « principe du commun ».

**7/** *Dans le même temps, la gauche européenne traditionnelle semblent incapables d'offrir des alternatives. Les partis socialistes du continent ont rejoint le système normatif du néolibéralisme? On peut dire que, à partir de 1980, la gauche européenne est devenue néolibérale?*

**Christian Laval** : La gauche dite de gouvernement en Europe non seulement n’offre pas d’alternative mais elle est *co-responsable* de la radicalisation néolibérale. Elle n’est pas, comme elle voudrait le faire croire, l’innocente victime des méchants marchés financiers ou de l’abominable doctrine ultralibérale des Anglo-Saxons. Elle a organisé en trois décennies son propre sabordage intellectuel et politique plutôt que de résister à la puissance de la droite néolibérale. Lorsqu’elle a été majoritaire en Europe, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, certains ont pu croire que l’Europe sociale et politique allait enfin prendre le dessus sur l’« Europe des banques ». Mais cette occasion a été complètement gâchée par la conduite de la plupart des dirigeants de la « social-démocratie ». Avec le chancelier Schröder, la priorité a été donnée à la compétitivité de la seule Allemagne par la compression des salaires et la flexibilisation du marché du travail. De proche en proche, tous les partis européens qui se réclament de la « social-démocratie » ont adopté une posture d’extrême faiblesse, voir de soumission, vis-à-vis des exigences du patronat, menant des politiques semblables à celles préconisées par la droite néolibérale, et parfois allant même beaucoup plus loin, comme c’est le cas en France avec la politique du président Hollande.

**8/** *On peut voir aujourd'hui en Europe une forte croissance de l'extrême droite dans plusieurs pays. Ceci est en même temps la détérioration/déflation de la démocratie sur le continent: les partis au gouvernement changent, mais les politiques restent les mêmes. Les deux événements sont liés? La montée de l'extrême droite est liée à l '«ère postdémocratique», comme vous l'appelez?*

**Christian Laval** : C’est ce renoncement et cet alignement de la gauche de gouvernement qui expliquent en grande partie la montée de l’extrême droite populiste à tendance néofasciste. « Il n’y a pas d’alternative » est le mot d’ordre de la post-démocratie thatchérienne. « Vous pouvez voter pour la droite ou pour la gauche, cela ne changera rien ». Voilà le message du néolibéralisme. Comment s’étonner du succès de l’extrême droite qui se présente fallacieusement comme « hors système » ? Cela dépasse le seul plan des partis. En fait, nous n’avons plus affaire à l’État de droit classique. Les seuls principes quasi-constitutionnels qui comptent sont la compétitivité et de la sécurité.

Ne nous nous ne le cachons pas : la situation est très sombre en Europe. La colère sociale contre les effets de la mondialisation et contre la captation des richesses et du pouvoir par une oligarchie politico-économique est largement captée par l’extrême droite. Elle réussit comme dans les années 1930 à diviser les classes populaires et à faire des immigrés, et aujourd’hui des réfugiés syriens et irakiens, les boucs émissaires de tous les malheurs et de toutes les angoisses. Le nationalisme exacerbé, la xénophobie assumée, le fondamentalisme religieux belliqueux, sont autant de phénomènes qui rappellent les horreurs du siècle passé dans leur aspect le plus tragique.

**9/** *Vous parlez de la nécessité d'une nouvelle imagination politique pour surmonter la croisée des chemins posés par le néolibéralisme. D'où viendra cette nouvelle imagination politique? Vous voyez des ports de sortie de cette situation?*

**Pierre Dardot** : En effet nous mettons l’accent sur la nécessité de mettre au travail l’imagination politique. Ce n’est pas seulement que nous pensons, comme H. Arendt, que l’imagination est la plus politique de toutes les facultés en ce qu’elle permet de se représenter ce qui n’est pas encore et de se mettre à la place des autres, en élargissant ainsi notre point de vue. C’est aussi, et peut-être surtout, que la gauche souffre d’une complète panne d’imaginaire faute d’avoir compris que le néolibéralisme ne tient, malgré la crise qui l’affecte, que par son imaginaire qui est un imaginaire entrepreneurial. A travers cette imaginaire il se présente comme une véritable forme de vie et une promesse de liberté. C’est pourquoi il n’est d’alternative positive au néolibéralisme qu’en termes d’imaginaire alternatif. Se borner à exiger une autre politique économique est inopérant. Il faut lui opposer une autre forme de vie plus désirable. Mais pour nous cette imagination est déjà à l’œuvre dans les expérimentations du commun qui se mènent aujourd’hui un peu partout dans le monde. Nous n’avons pas à inventer artificiellement, l’invention de nouvelles formes de vie est déjà en cours.